

APPEL À CONTRIBUTIONS
« Paysanneries et conflits violents »
Revue internationale des études du développement n°255 (2024-2)

Coordination du numéro

- Aymar Nyenyezi Bisoka, droit, sciences politiques et socio-anthropologie, professeur, Université de Mons, Belgique
- Mahamadou Bassirou Tangara, économie, maître de conférences, Université des sciences sociales et de gestion de Bamako, Mali
- Zakaria Soré, sociologie, maître de conférences, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso
- Gillian Mathys, histoire, professeur, Universiteit Gent, Belgique

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, environ 866 millions de personnes de par le monde travaillent dans l'agriculture (FAO, 2022). Elles représenteraient 78 % de la population rurale mondiale et sont surtout présentes dans les différents Suds (Afrique, Asie du Sud-Est et Amérique latine). Produisant chaque année plus de 3 600 milliards de dollars de valeur, elles restent pourtant souvent pauvres, précarisées et vulnérables. En effet, leurs modes de vie et systèmes d'activité restent très dépendants de ressources naturelles (eau, forêts, terre) dont les difficultés de reproduction contribuent à les rendre plus fragiles et moins résilientes. Elles sont également les premières touchées par les chocs climatiques, l'insécurité foncière, les déprédations environnementales et les règles inégales des échanges (Ansoms, 2009).

L'ensemble de ces phénomènes contribuent à renforcer les conflictualités entre les communautés et entre les groupes sociaux, qui dégénèrent souvent en conflits violents du fait de la fragilisation ou du contournement des formes établies de régulation. Or, dans l'analyse de ces conflits dans la littérature, la paysannerie est souvent envisagée comme victime – parfois comme coupable, mais alors instrumentalisée, et plus rarement comme acteur à part entière ayant une agencéité propre (Nyenyezi Bisoka *et al.*, 2021).

Dans le cadre de cet appel à contributions, nous souhaitons aborder les relations entre paysanneries et conflits avec toute la finesse d'analyse et l'empiricité nécessaires, en explorant la pluralité des répertoires et des modalités d'action pour identifier les marqueurs contextuels des trajectoires de crises violentes les impliquant à des degrés et sous des formes diverses. Par conflit violent, nous entendons toute forme d'affrontement mobilisant une panoplie diversifiée d'armes et exerçant un effet déstructurant sur les systèmes agricoles, économiques et sociaux en place, visant parfois à les reconfigurer au profit de certains acteurs. De tels conflits peuvent être internes à certaines paysanneries, ou se situer à leur interface lorsque celles-ci sont instrumentalisées par des acteurs externes. D'autres peuvent naître et se développer à l'extérieur du monde rural avant de les toucher. Ces conflits violents se situent souvent au carrefour d'un faisceau de facteurs et de processus : dynamiques de pouvoir liées à l'accès à la terre, cristallisation des différences identitaires et ethno-communautaires, problèmes de gouvernance.

Paysanneries¹ au cœur des conflits : un positionnement central mais ambivalent

Au cours des dernières décennies, la littérature sur les conflits violents dans les pays du Sud a considérablement gagné en importance. Elle rend compte de la manière dont est perçue, catégorisée et analysée la place des paysanneries en sciences

¹ Le terme de « paysannerie » a été retenu pour son caractère générique et englobant, sans exclusive ou spécificité de contexte agricole, économique, sociétal ou politique, ni de typologie d'activité ou de niveau d'insertion marchande.

sociales. Ainsi, les discours dominants sur ces phénomènes en Afrique et en Amérique latine ont évolué au fil du temps, allant de l'accent mis sur les violences extrêmes (Verweijen, 2015 ; Múnera Ruiz & de Nanteuil, 2015), aux politiques de l'identité en tant que motif principal de la violence (Lemarchand, 2009), en passant par le rôle des incitations économiques, ou celui de « la course aux ressources » (Collier, 2009 ; Verweijen, 2015). Dans la littérature africaniste, les paysanneries sont souvent principalement présentées de manière stéréotypée et univoque : comme victimes impuissantes de conflits violents devant être aidées à tout prix (Hecker *et al.*, 2013) ou comme complices opportunistes ou naïves, souvent manipulées par des entrepreneurs politiques locaux ou nationaux (Conca & Wallace, 2009 ; Stearns, 2021). Et, même lorsque l'impact de la violence sur les paysanneries est analysé, ces dernières sont souvent plutôt considérées comme des « figurantes » que comme des « actrices » à part entière, même si elles peuvent être majoritaires d'un point de vue démographique (Veuillet, 2020).

Le tableau diffère cependant sensiblement pour ce qui est de l'Amérique latine et des Caraïbes, où ces mêmes paysanneries sont clairement identifiées, depuis le début des années 2000, comme actrices, notamment, des rébellions et des mouvements émancipateurs/révolutionnaires, souvent liés à des demandes de réforme agraire, et, plus récemment, en relation avec les politiques environnementales et de ressources naturelles.

Notre postulat est que les paysanneries ne constituent, nulle part, une catégorie ou un groupe hétéronome. Elles se déterminent de multiples manières, à travers une série de revendications, de mobilisations, d'innovations et un mode de vie particuliers (Peemans, 2002 ; Scott, 1985). Une analyse minutieuse des « réalités situées » historiquement, politiquement et géographiquement (Devine, Ojeda & Yie Garzon, 2020) doit pouvoir montrer que les paysanneries sont, *in fine*, des acteurs dynamiques qui (co-)façonnent les conflits et participent comme protagonistes aux différents processus qu'ils engendrent et subissent à la fois. Au cœur même des conflits armés, ces paysanneries s'organisent ou sont mobilisées aussi parfois pour penser et construire un ordre sécuritaire propre (Starn, 1999 ; Vlassenroot *et al.*, 2022). Cette situation est perceptible par exemple dans le développement du vigilantisme (Hagberg *et al.*, 2019, Poudiougou & Zanoletti, 2020, Soré *et al.*, 2021) dont la paysannerie reste la zone d'ancrage. À travers les groupes de vigilantisme, la paysannerie répond à un ordre politique et sécuritaire souvent inopérant et inadapté.

Les conflits ruraux comme confrontation d'ordres sociaux, moraux et politiques

En réaction aux approches théoriques sur les groupes et mobilisations armées (Shaw, 2000 ; Lenway *et al.*, 2022 ; Vlassenroot, 2013), une nouvelle école de pensée a élaboré une sociologie des contestations armées. Selon cette perspective, un conflit armé devrait être considéré comme « la coexistence sur le même territoire national d'ordres sociaux concurrents engagés dans une relation violente » (Baczko & Dorronsoro, 2017: 18). Ces ordres sociaux incluent une « économie de la violence », un référentiel propre relatif aux capitaux des acteurs et des institutions adaptés au contexte dans lequel évoluent ces derniers (Baczko & Dorronsoro, 2017). Le territoire national est considéré comme une coexistence de différentes arènes politiques avec des identités, des systèmes juridiques et normatifs et des rationalités différentes (Brabant & Nzweve, 2013). Dans ces domaines, les groupes armés non étatiques, les institutions coutumières, etc., se comportent comme des « autorités publiques ». Ils revendiquent une reconnaissance en tant qu'acteurs politiques légitimes négociant le pouvoir et l'autorité (Lund, 2013 ; Hoffmann *et al.*, 2018). De telles relations sont qualifiées d'« hétérarchiques » (Hüsken, 2019), c'est-à-dire des relations imbriquées dans une multitude de hiérarchies, liées par des réseaux complexes avec diverses agrégations d'acteurs et de relations. Ces recherches négligent cependant encore largement la position et le rôle des paysanneries en tant qu'acteurs politiques et acteurs du politique, engagés directement dans la relation violente sur le territoire en question, ou indirectement par le soutien symbolique ou réel qu'ils apportent à l'un ou l'autre des protagonistes. Pour en rendre compte, il est nécessaire, dans les analyses des conflits, de déplacer la focale sur le point de vue des paysans.

Il faut aussi rappeler un biais fréquent dans la littérature sur les paysanneries. En effet, dès lors que des paysans prennent les armes, ils semblent subitement cesser d'être des paysans et deviennent, ipso facto, des membres de groupes armés, souvent considérés comme mus par des « instincts identitaires » (Kaldor, 2012). Dans les situations africaines, le terme « identitaire » est souvent un raccourci simpliste pour désigner tout ce qui est ethnicisé, en fonction d'une hiérarchie du « bien naître », de temporalités d'occupation ou d'identités territorialisées plus ou moins instrumentalisées. En revanche, en Amérique latine, l'hétérogénéité des paysanneries reçoit beaucoup plus d'attention, et d'autres fractures dans la société et la paysannerie sont analysées comme source des tensions (Edelman, 2013). Mais que nous apprennent ces tensions liées au caractère hétérogène des paysans et à l'existence de groupes distincts et protéiformes au sein même de la « paysannerie » sur le caractère politique de celle-ci ?

Il s'agira donc d'analyser le rôle des paysanneries dans les conflits au prisme de la confrontation d'ordres sociaux, moraux et politiques au-delà de lectures simplistes et essentialistes en termes d'affiliations identitaires.

Matrices territorialisées comparées des conflits en Afrique et en Amérique latine

Les conflits au sein/entre/avec des paysanneries ont des causalités, des manifestations, des dynamiques et des effets multiformes. Ainsi, en Afrique subsaharienne, on relève l'aggravation et l'essaimage de conflits communautaires, souvent anciens, entre groupes socio-professionnels, notamment éleveurs et agriculteurs, avec un renforcement de la violence (Ouédraogo, 2020). La terre et les ressources naturelles se retrouvent souvent sur la liste des causes majeures ou influentes des conflits (Chauveau, 2017). Dans certaines zones sahélo-soudaniennes, les conflits armés ont également des conséquences dramatiques sur les déplacements forcés de population. Dans la région des Grands Lacs, les enjeux économiques (agricoles et miniers) et géopolitiques semblent même nourrir une spirale de conflictualités et de conflits armés peu maîtrisables (Reyntjens, 2009 ; Vogel, 2023).

Pour ce qui concerne l'Amérique latine, au-delà des conflits armés, la littérature a beaucoup insisté sur les mouvements paysans et les dynamiques de contestations plurielles. Elles visaient un ordre et un agenda néolibéral de modernisation, notamment pour ce qui est du secteur minier, forestier ou rural. Et ce sont souvent les peuples autochtones, soutenus par des ONG, qui ont produit la critique la plus radicale au carrefour des processus de privatisation, d'extractivisme et de développementisme (Delgado Pugley, 2019). Par ailleurs, ces paysanneries mobilisées ont également connu des évolutions en termes d'organisation du fait d'une connexion croissante au marché mondialisé (Salama, 2016). Au-delà des luttes contre l'accapement des terres, l'agrobusiness, ces mouvements paysans luttent aussi contre la destruction territoriale de leur mode de vie (de Nanteuil *et al.*, 2020). Ces revendications révèlent des divergences aussi bien à propos de la gestion de l'accès et du contrôle des ressources que par rapport au contenu de l'économie morale (Scott, 1990).

Pour ce qui est de l'Afrique, l'analyse des relations entre paysanneries et conflits a évolué avec le temps. Dans les années 1960 et 1970, les articles traitent de révolutions et « jacqueries » paysannes, et le concept de « radicalisme rural » est forgé (Weiss, 1967). Dès la fin de cette période, la répression des rebellions paysannes (Mudinga, 2017) par les États indépendants détruit les espaces où ce radicalisme pouvait s'exprimer (Hoffmann *et al.*, 2018). Ces répressions empêchent les mobilisations armées de la population (Van Acker, 2018). Cette situation laisse ensuite la place au réformisme, dès les années 1990 et de façon plus accentuée encore dans les années 2000 (Lecocq & Klute, 2019). Ce réformisme prend la forme du développement d'un discours paysan visant non point à questionner la légitimité de l'État mais à l'accompagner. Ce passage du radicalisme au réformisme a lieu dans un contexte d'effritement du cadre théorique marxiste qui associait lutte anticoloniale et révolution – toutes deux étant, par nature, radicales (Balibar, 1993). C'est à partir de cette période qu'une large partie de la littérature dans le domaine des *peace and conflict studies* a commencé à s'intéresser davantage aux effets des politiques modernisatrices sur les paysans – et beaucoup moins à la question de la paysannerie comme acteur politique. Il est également possible d'observer des contestations des politiques néolibérales, favorables aux logiques de marché, productrices d'accapement ou de concentration des terres par certaines élites (Lavigne Delville, 2016), même si elles apparaissent moins structurées (Ansoms, 2009).

Pour ce qui est des « sorties de conflit » violent, dans les régions ayant connu des conflits armés prolongés en Afrique et en Amérique latine, les initiatives se sont focalisées, au départ, sur le rôle des élites plutôt que celui des paysanneries ; puis, des efforts visant à « (re-)construire localement la paix » ont émergé, les prenant plus fortement en compte (Keen, 2012). En effet, plusieurs études ont montré une forte imbrication entre conflits et identités ethniques (Mudinga, 2017). De fait, les mobilisations armées les plus actives ont été observées parmi les paysanneries ayant réussi à articuler discours ethnique et identité paysanne (Nyenyezi Bisoka, 2019), sans pour autant que cette identité paysanne partagée ne fortifie la paix au sein des paysanneries ou n'empêche la cristallisation de conflits intra et inter-paysanneries ethnicisés sur fonds de logiques d'intérêts communautaires ou personnels.

Toutes les disciplines – l'économie, la sociologie, l'anthropologie, le droit, la géographie, l'histoire, la science politique, la démographie – pourront être mobilisées pour traiter cette thématique et nous invitons les auteurs et autrices à rédiger, sans exclusive, leur proposition d'article puis leur contribution au travers de trois axes thématiques :

Axe 1 : Épistémologie, théorie et éthique dans les études liant les paysanneries et les conflits

Lier paysanneries et politique dans les débats sur les conflits armés signifie surtout procéder à un décentrement épistémologique, pour proposer des choix théoriques et conceptuels, des considérations allant au-delà d'un regard stato-centré, et plaidant plutôt pour une « réalité située ». Ceci implique de justifier la nécessité de se concentrer sur les « marges »

(paysans) et de s'écarter des approches centrées sur les élites. Par suite, ce sont les analyses des relations entre ces marges et les processus politiques, aux échelles locales du quotidien, qui en seront renforcées (Scott, 1998). Cela peut également impliquer de partir de cas concrets pour préciser les éléments théoriques de paysannerie, de paysan, etc. (Peemans, 2002) mais également de proposer un débat sur les positionnements éthiques qui influencent les choix conceptuels dans ces études (Bahati Shamamba et al., 2021). Qu'est-ce que la paysannerie comme acteur politique dans un contexte de conflit ? Qu'est-ce qui permet, empiriquement, de juger d'une autonomie organique et politique de la paysannerie face à la pluralité d'acteurs et de situations ? Comment s'articulent les dimensions d'accès et d'économie morale dans diverses revendications au sein de conflits dans lesquels les paysans sont impliqués ?

Axe 2 : Modalités de conflictualité, rapports entre acteurs et impacts sur les paysanneries

Penser les rapports entre les paysanneries et le politique/les politiques, dans des contextes liés aux conflits armés, c'est définir la manière dont ces rapports sont façonnés par les modalités de conflictualité. Il peut s'agir du terrorisme, des guerres civiles, des conflits interétatiques (Kaldor, 2012), des groupes armés, des groupes d'auto-défense, etc. Dans tous les cas, il est intéressant de voir comment se forment des formes d'assujettissement ou d'agency pour les paysanneries. Ceci offre la possibilité de revenir sur les revendications politiques des paysans et leur rapport à l'État (Peemans, 2002). Quel sont les rapports entre conflits armés et paysanneries ? Dans quelle mesure ces conflits affectent-ils les territoires et les modes de vie des paysans ? Comment les paysans interagissent-ils avec les acteurs au conflit ? Comment ces actions redéfinissent-elles le rapport entre les paysanneries et l'État ? Alors que nombre de paysanneries sont désormais moins considérées comme autocentrées, comment les relations tissées avec les acteurs extérieurs, dans différents conflits, les transforment-elles ? Comment, par exemple, la bureaucratisation du *peacebuilding* brouille-t-elle les frontières de la paysannerie d'un point de vue pragmatique ?

Axe 3 : Les interventions de pacification dans/avec les paysanneries

Les peace and conflicts studies constituent l'un des domaines de recherche les plus normatifs des sciences sociales dans la mesure où ces études sont pensées à l'aune d'un postulat moral favorable à la paix (Boutros-Ghali, 1992) et influencent les interventions d'organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales en Afrique comme en Amérique latine. Quelle place est réellement dévolue aux paysanneries dans ces interventions ? Quels sont les relations entre modalités pratiques de « prise en compte » des paysanneries et fonctionnalité des interventions ? Quels sont les rapports entre les dynamiques locales dans les opérations de peace building et les paysanneries ?

Modalités de soumission des articles au dossier du n°255 (2024-2) de la Ried

Les auteur·e·s s'engagent à lire la [ligne éditoriale](#) de la *Revue internationale des études du développement* et s'engagent à respecter la [charte éthique](#).

Le processus de sélection se déroule comme suit selon les dates indiquées dans le calendrier de production ci-dessous :

1- Envoi de la proposition d'article

Les auteur·e·s envoient un résumé, en français, anglais, ou espagnol, présentant le projet d'article en environ 4 000 signes, espaces comprises, soit environ 500 mots ou une page.

Le fichier Word du résumé, intitulé « NOM DE L'AUTEUR-Proposition-255 », comprend :

- Le titre : court et précis, de 70 signes maximum (avec possibilité d'ajouter un sous-titre)
- La question de recherche, le cadre théorique, le terrain étudié, les principaux résultats
- Des jalons bibliographiques (hors du décompte des signes)

Un second fichier Word, intitulé « NOM DE L'AUTEUR-Infos » indique de manière exhaustive les noms et prénoms des auteur·e·s, leur discipline, statut, rattachement institutionnel, adresses courriel, l'indication de l'auteur correspondant.

Ces éléments sont indispensables à l'examen de la proposition d'article. L'adéquation de la proposition à l'appel à contributions est vérifiée par les coordinateurs·trices et la rédaction de la revue.

2- Envoi de l'article

Les auteur·es dont les propositions d'article ont été sélectionné·es à l'étape précédente s'engagent à envoyer une première version de leur article qui doit impérativement correspondre aux normes de la revue, indiquées à cette page : [consignes aux auteurs](#) (disponible en français, anglais, espagnol).

Les articles (de 45 000 signes environ, espaces comprises, hors résumé et bibliographie), pourront être rédigés en français, anglais ou espagnol. Ils doivent être originaux. Ils pourront toutefois avoir fait l'objet de communications à un colloque (avec actes), à condition d'être réadaptés au format exigé par la *Revue internationale des études du développement*.

Les articles sont alors soumis à une lecture en double-aveugle auprès de deux évaluateurs spécialistes et extérieurs à la revue.

Les références citées doivent être présentées selon le format indiqué à cette page : [Normes bibliographiques](#) (format APA).

Calendrier de production

Les auteur·es s'engagent à respecter le calendrier indiqué par la rédaction.

Les propositions d'articles sont à soumettre **avant le 30 juin 2023** aux cinq adresses ci-dessous :

- aymar.nyenyemizibisoka@umons.ac.be
- mb.t75@mesrs.ml
- zakaria.sore@ujkz.bf
- Gillian.Mathys@ugent.be
- revdev@univ-paris1.fr

- Les auteur·es présélectionné·es par les coordinateur·ice·s et le comité de rédaction seront prévenu·es par l'équipe de la revue la semaine du **10 juillet 2023**.

- Les premières versions des articles, conformes aux consignes aux auteur·es de la revue, seront envoyées par les auteur·es aux courriels précités **avant le 15 septembre 2023**.

- Le processus d'évaluation durera quelques mois, chaque article - anonyme - sera soumis à une double lecture aveugle par des relecteurs extérieurs à la revue, experts sur le sujet traité, et la sortie en librairie de ce n°255 2024-2 est prévue pour **juin 2024**.

Références citées

Ansoms, A. (2009). Re-Engineering Rural Society: The Visions and Ambitions of the Rwandan Elite. *African Affairs*, 108(431), 289-309. <https://doi.org/10.1093/afraf/adp001>

Baczko, A. & Dorronsoro, G. (2017). Pour une approche sociologique des guerres civiles. *Revue française de science politique*, 67, 309-327. <https://doi.org/10.3917/rfsp.672.0309>

Balibar, É. (1993). V - L'objet d'Althusser. In Sylvain Lazarus (Ed.), *Politique et philosophie dans l'œuvre de Louis Althusser* (81-116). Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.lazar.1993.01.0081>

Bahati Shamamba, D., Ansoms, A., Bisimwa Basengere, E., & Lebailly, P. (2021). L'agriculture familiale à l'épreuve de la concurrence foncière au Sud-Kivu. *Conjoncture de l'Afrique centrale*, 97 (Cahiers africains), 293-312.

- Brabant, J. & Nzweve J.-L. (2013). *La Houe, la Vache et le Fusil. Conflits liés à la transhumance en territoires de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC) : État des lieux et leçons tirées de l'expérience de LPI*. Life & Peace Institute.
- Boutros-Ghali, B. (1992). An Agenda for Peace. *International Relations*, 11(3), 201–218. <https://doi.org/10.1177/004711789201100302>
- Collier, P. (2009). *Wars, guns and votes. Democracy in dangerous places*. HarperCollins.
- Conca, K., & Wallace, J. (2009). Environment and Peacebuilding in War-torn Societies: Lessons from the UN Environment Programme's Experience with Postconflict Assessment. *Global Governance*, 15(4), 485–504. <http://www.jstor.org/stable/27800777>
- Chauveau, J.-P. (2017). Les politiques de formalisation des droits coutumiers en Afrique rurale subsaharienne : une perspective historique. In *La formalisation des droits sur la terre : bilan des expériences et des réflexions. Regards sur le Foncier*, 2. AFD (49-66).
- Delgado Pugley, D. (2019). A Toxic Development: Pollution and Change in an Amazonian Oil Frontier. In Joseph, S. (Ed). *Commodity Frontiers and Global Capitalist Expansion. Palgrave Studies in Economic History*. Palgrave Macmillan, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-030-15322-9_9
- Devine, J. A., Ojeda, D., Yie G., & Soraya M. (2020). Formaciones actuales de lo campesino en América Latina: conceptualizaciones, sujetos/as políticos/as y territorios en disputa. *Antipoda. Revista de Antropología y Arqueología*, (40), 3-25. <https://doi.org/10.7440/antipoda40.2020.01>
- de Nanteuil, M., Mora Cortes, A. F., Ocampo Carvajal, A., & Coppens, Ph. (2020). *Colombia en la globalización. Proceso de paz, acuerdo comercial y las regulaciones de la economía global*. UCLouvain.
- Edelman, M. (2013). What is a peasant? What are peasantries? A briefing paper on issues of definition. *First session of the Intergovernmental Working Group on a United Nations Declaration on the Rights of Peasants and Other People Working in Rural Areas, Geneva, July (5-19)*.
- FAO. (2022). Plus de 866 millions d'agriculteurs et paysans nourrissent le monde. *ONU Info*. <https://news.un.org/fr/story/2022/12/1130532>
- Hagberg S., Kibora O. L., Barry S., Cissao Y., Gnessi S., Kaboré A., Koné B, & Zongo M. (2019). Sécurité par le bas. Perceptions et perspectives citoyennes des défis de sécurité au Burkina Faso, *Uppsala Papers in Africa Studies* 5. Uppsala University.
- Hecker, T., Hermenau, K., Maedl, A., Hinkel, H., Schauer, M. & Elbert, T. (2013). Does Perpetrating Violence Damage Mental Health? Differences Between Forcibly Recruited and Voluntary Combatants in DR Congo. *Journal of Traumatic Stress*, 26. <https://doi.org/10.1002/jts.21770>
- Hoffmann, K., Vlassenroot, K., & Büscher, K. (2018). Competition, Patronage and Fragmentation: The Limits of Bottom-Up Approaches to Security Governance in Ituri. *Stability: International Journal of Security and Development*. <https://doi.org/10.5334/sta.578>
- Hüsken, T. (2019). Tribal politics in the borderland of Egypt and Libya. Palgrave Macmillan. <https://doi.org/10.1007/978-3-319-92342-0>
- Kaldor, M. (2012). *New and Old Wars: Organised Violence in a Global Era*. Polity.
- Keen, D. (2012). Greed and grievance in civil war. *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)*, 88(4), 757-777. <http://www.jstor.org/stable/23255617>
- Lavigne Delville, P. (2016). Introduction. In Lafay, M. (Ed.). *Regards scientifiques sur l'Afrique depuis les Indépendances* (368-376). Karthala. <https://doi.org/10.3917/kart.lafay.2016.01.0368>
- Lecocq, B., Klute, G. (2019). Tuareg Separatism in Mali and Niger. In de Vries, L., Englebert, P., Schomerus, M. (Eds). *Secessionism in African Politics. Palgrave Series in African Borderlands Studies*. Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1007/978-3-319-90206-7_2
- Lenway, S., Schuler, D., Marens, R., Werner, T., & Green, C. (2022). The Evolving Political Marketplace: Revisiting 60 Years of Theoretical Dominance Through a Review of Corporate Political Activity Scholarship in Business & Society and Major Management Journals. *Business & Society*, 61(5), 1416-1470. <https://doi.org/10.1177/00076503221084660>
- Lemarchand, R. (2009). *The Dynamics of Violence in Central Africa*. University of Pennsylvania Press. <http://www.jstor.org/stable/j.ctt3fj2cq>
- Lund, Ch. (2013). *Twilight Institutions: Public Authority and Local Politics in Africa*. Wiley-Blackwell.
- Mudinga, E. (2017). La création des espaces ingouvernables dans les luttes foncières: analyse de la résistance paysanne à l'accaparement des terres au Sud Kivu, RD. Congo. Thèse de doctorat, Université catholique de Louvain.
- Múnera Ruiz, L. & de Nanteuil, M. (Eds). (2015). *La vulnerabilidad del mundo. Democracias y violencias al tiempo de la globalización*. Universidad Nacional de Colombia.
- Nyenyenzi Bisoka A. (2019, September). *Rural materialism and peripheral rebels: Re-thinking peasantry and politics in conflict-areas in the African Great Lakes Region*. Centre of African Studies, St Antony's College, Oxford.

- Nyenyenzi Bisoka, A., Vlassenroot K, & Ramazani L. (2021). From Bioglegitimacy to Antihumanitarianism: Understanding People's Resistance to Ebola Responses in the Democratic Republic of the Congo. *Congo Research Briefs*.
- Ouédraogo, N.B. (2020). *Sociologie des violences contre l'État au Burkina Faso. Question nationale et identité*. L'Harmattan.
- Peemans, J.P. (2002). *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*. L'Harmattan.
- Poudiououg, I. & Zanoletti, G. (2020). Fabriquer l'identité à la pointe de la kalache. Violence et question foncière au Mali. *Revue internationale des études du développement*, 243, 37-65. <https://doi.org/10.3917/ried.243.0037>
- Reyntjens, F. (2009) *The Great African War: Congo and Regional Geopolitics, 1996-2006*. Cambridge University Press.
- Salama, P. (2016). Amérique latine, des années 1950 à aujourd'hui, mutations, essor et nouvelles dépendances. *Revue d'économie financière*, 124, 23-44. <https://doi.org/10.3917/ecofi.124.0023>
- Scott, J. (1990). *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*. Yale University Press.
- Scott, J. (1998). *Seeing Like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*. Yale University Press.
- Scott, T. (1985). Peasant revolts in early modern Germany. *The Historical Journal*, 28(2), 455-468. <http://www.jstor.org/stable/2639111>
- Soré, Z., Cote, M. & Zongo, B. (2021). Politiser le « vide sécuritaire » : à propos des groupes d'autodéfense koglweogo au Burkina Faso. *Politique africaine*, 163, 127-144. <https://doi.org/10.3917/polaf.163.0127>
- Starn, O. (1999). *Nightwatch. The politics of protest in the Andes*. Duke University Press. <https://doi.org/10.1215/9780822382782>
- Stearns, J. K. (2021). *The War That Doesn't Say Its Name: The Unending Conflict in the Congo*. Princeton University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1nwbr0n>
- Shaw, M. (2000). The Contemporary Mode of Warfare? Mary Kaldor's Theory of New Wars [Review of *New Wars; The End of Military Fordism; New and Old Wars: Organized Violence in a Global Era*, by M. Kaldor, Basker Vashee, U. Albrecht, & G. Schméder]. *Review of International Political Economy*, 7(1), 171-180. <http://www.jstor.org/stable/4177336>
- Van Acker, T. (2018). *From bullets to ballots and back? Arenas, actors and repertoires of power in post-war Burundi*, Ph.D Thesis. Universiteit Gent.
- Verweijen, J. (2015). From Autochthony to Violence? Discursive and Coercive Social Practices of the Mai-Mai in Fizi, Eastern DR Congo. *African Studies Review*, 58(3), 303-303. <https://10.1017/asr.2015.113>
- Veillet, E. (2020). Le grain contre le bétail : la contestation d'un ordre socio-politique imposé: Relecture des conflits agropastoraux de la région de Mundri, au Soudan du Sud. *Revue internationale des études du développement*, 243, 89-113. <https://doi.org/10.3917/ried.243.0089>
- Vlassenroot, K. (2013, 22 novembre). The shaping and un-shaping of public authority in eastern DR Congo, *Oxford Central Africa Forum Lecture Series*, Nuffield College, Oxford.
- Vlassenroot, K., Nyenyenzi, A., Mudinga, E. M., & Muzalia, G. (2022). Producing democracy in armed violence settings: Elections and citizenship in Eastern DRC. *Journal of Civil Society*, 18(2), 165-182. <https://doi.org/10.1080/17448689.2022.2068626>
- Vogel, Christoph N. (2022). *Conflict Minerals, Inc. War, Profit and White Saviourism in Eastern Congo*. Oxford Academic. <https://doi.org/10.1093/oso/9780197659649.001.0001>
- Weiss, H. (1967). *Political Protest in the Congo*. Princeton University Press.

CALL FOR PAPERS
"Peasantries and Violent Conflicts"
Revue internationale des études du développement n°255 (2024-2)

Guest Editors

- Aymar Nyenyezi Bisoka, law, political science, and socio-anthropology, professor, Université de Mons, Belgium
- Mahamadou Bassirou Tangara, economics, associate professor, Université des sciences sociales et de gestion de Bamako, Mali.
- Zakaria Soré, sociology, associate professor, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso
- Gillian Mathys, history, professor, Universiteit Gent, Belgium

According to the United Nations' Food and Agriculture Organization, approximately 866 million people worldwide work in agriculture (FAO, 2022). They account for 78% of the world's rural population and are mainly present in the different Souths (Africa, South-East Asia, and Latin America). Producing more than \$3.6 trillion in value each year, they are still often poor, precarious, and vulnerable. Indeed, their lifestyles and activity systems depend heavily on natural resources (water, forests, and land), whose reproduction difficulties contribute to making these populations more fragile and less resilient. They are also the first to be affected by climatic shocks, land insecurity, environmental depredations, and unequal trade rules (Ansoms, 2009).

All of these phenomena contribute to reinforcing conflictual situations between communities and between social groups, which often degenerate into violent conflicts due to the weakening or circumvention of established forms of regulation. In the literature that analyzes such conflicts, the peasantry is often seen as a victim, sometimes as a culprit, but an exploited one, and more rarely as a full-fledged actor with its own agency (Nyenyezi Bisoka et al., 2021).

In this call for papers, we wish to address the relationship between the peasantry and conflicts with all the necessary analytical finesse and empiricism, by exploring the plurality of repertoires and modes of action to identify the contextual markers of the trajectories of violent crises involving the peasantry to varying degrees and in various forms. What we mean by violent conflict is any form of confrontation mobilizing a diversified arsenal, with a destructive effect on the agricultural, economic, and social systems in place, and with at times the aim of reconfiguring them to the advantage of certain actors. Such conflicts may be internal to certain peasantries, or may occur at their contact when they are exploited by external actors. Others may take shape and develop outside the rural world before reaching it. These violent conflicts are often found at the crossroads of a range of factors and processes: power dynamics linked to land access, the crystallization of identity and ethno-community differences, and governance problems.

Peasantries² at the heart of conflicts: a central yet ambivalent position

Over the past few decades, the literature on violent conflict in countries of the South has grown considerably. It accounts for the way in which the place of peasantries in the social sciences is perceived, categorized, and analyzed. Thus, the dominant discourses on these phenomena in Africa and Latin America have evolved over time, ranging from an emphasis on extreme violence (Verweijen, 2015; Múnera Ruiz & de Nanteuil, 2015), to identity politics as the main reason for violence (Lemarchand, 2009), or the role of economic incentives, or yet again that of "the race for resources" (Collier, 2009; Verweijen, 2015). In the Africanist literature, peasantries are often mainly presented in a stereotypical and univocal way: as helpless victims of violent conflicts, who must be helped at all costs (Hecker et al., 2013), or as opportunistic or naïve accomplices, who are often manipulated by local or national political entrepreneurs (Conca & Wallace, 2009). When the impact of violence on peasantries is analyzed, they are often considered as "extras" rather than "actors" in their own right, even if they may make up the demographic majority (Veuillet, 2020).

² The term "peasantry" was chosen for its generic and encompassing character, as it does not exclude or specifically refer to an agricultural, economic, societal, or political context, a type of activity, or a level of market integration.

However, the picture differs significantly when it comes to Latin America and the Caribbean, where since the beginning of the 2000s these same peasantries have been clearly identified as actors, in particular, of rebellions and emancipatory/revolutionary movements, often linked to land reform demands, and more recently in relation to environmental and natural resource policies.

Our postulate is that peasantries do not constitute a heteronomous category or group anywhere. They are determined in multiple ways, through a series of demands, mobilizations, innovations, and specific ways of life (Peemans, 2002; Scott, 1985). A careful analysis of historically, politically, and geographically “situated realities” (Devine, Ojeda & Yie Garzon, 2020) should allow showing that peasantries are ultimately composed of dynamic actors who (co-)shape conflicts and participate as protagonists in different processes which they cause and undergo at the same time. At the very heart of armed conflicts, these peasantries may also organize themselves or be mobilized to devise and construct their own security order (Starn, 1999; Vlassenroot et al., 2022). This has been the case for example with the development of vigilantism (Hagberg et al., 2019, Poudiougou & Zanoletti, 2020, Soré et al., 2021), which is anchored in the peasantry. Vigilantism groups are the peasantry’s response to a political and security order that is often ineffective and unsuitable.

Rural conflicts as the confrontation of social, moral, and political orders

In response to theoretical approaches to armed groups and mobilizations (Martin, 2000; Lenway et al., 2022; Vlassenroot, 2013), a new school of thought has developed a sociology of armed protests. According to this approach, an armed conflict should be seen as “the coexistence on the same national territory of competing social orders engaged in a violent relationship” (Baczko & Dorronsoro, 2017: 18). Social orders include an “economy of violence,” a specific reference system relating to the capital of actors and institutions that is adapted to the context in which they operate (Baczko & Dorronsoro, 2017). A national territory is seen as a coexistence of different political arenas with different identities, legal and normative systems, and rationalities (Brabant & Nzweve, 2013). In these areas, non-state armed groups, customary institutions, etc., act as “public authorities.” They claim recognition as legitimate political actors negotiating power and authority (Lund, 2006; Hoffmann et al., 2018). Such relationships are referred to as “heterarchical” (Hüsken, 2019), i.e. relationships embedded in a multitude of hierarchies, linked by complex networks with various aggregations of actors and relationships. However, this research has still largely overlooked the position and role of peasantries as political actors and actors in politics, who are directly involved in the violent relationship on the territory in question or indirectly involved through the symbolic or real support that they provide to one protagonist or the other. To account for this when analyzing conflicts, it is necessary to shift the focus to the peasants’ point of view.

It is also necessary to mention a common bias in the literature on peasantries. Indeed, as soon as peasants take up arms, they suddenly seem to cease to be peasants and to become, ipso facto, armed group members, who are often considered to be driven by “identity instincts” (Kaldor, 2012). In the context of African circumstances, the term “identity” is often a simplistic shortcut to refer to anything that is ethnicized, according to a “being wellborn” hierarchy, and to more or less exploited temporalities of occupation or territorialized identities. By contrast, in Latin America, the heterogeneity of peasantries has received much more attention, and other fractures in society and in the peasantry have been analyzed as sources of tension (Edelman, 2013). What do such tensions linked to the heterogeneous nature of peasants and to the existence of distinct and protean groups within the “peasantry” itself tell us about its political nature?

The aim will therefore be to analyze the role of peasantries in conflicts through the prism of the confrontation of social, moral, and political orders beyond simplistic and essentialist interpretations of identity affiliations.

Comparative territorialized matrices of conflicts in Africa and Latin America

Conflicts within/between/with peasantries have multifaceted causes, manifestations, dynamics, and effects. Thus, in sub-Saharan Africa, there has been an aggravation and spread of often long-standing community conflicts between socio-professional groups, in particular herders and farmers, with an increase in violence (Ouédraogo, 2020). Land and natural resources are often found on the list of major or influential causes of conflicts (Chauveau, 2017). In some Sahelo-Sudanese areas, armed conflicts have also had dramatic consequences on forced population displacements. In the Great Lakes region, economic (agricultural and mining) and geopolitical stakes even seem to be feeding a spiral of conflictual situations and armed conflicts that are difficult to control (Reyntjens, 2009 ; Vogel, 2023).

As far as Latin America is concerned, beyond armed conflicts, the literature has placed great emphasis on peasant movements and the dynamics of plural protests. These protests have been aimed at the neoliberal order and the modernization agenda, particularly in the mining, forestry, and rural sectors. It is often indigenous peoples, with the support of NGOs, who have

produced the most radical critiques, at the intersection of privatization, extractivism, and developmentalism (Delgado, 2015). Moreover, these mobilized peasantries have also experienced changes in their organization due to a growing connection to the globalized market (Salama, 2016). Beyond the struggles against land grabbing and agribusiness, these peasant movements have also fought against the territorial destruction of their ways of life (de Nanteuil et al., 2020). These claims reveal divergences both over the management of access to and control of resources and over the content of the moral economy (Scott, 1990).

As far as Africa is concerned, the analysis of the relationships between peasantries and conflicts has evolved over time. In the 1960s and 1970s, articles dealt with peasant revolutions and “jacqueries,” and the concept of “rural radicalism” was created (Weiss, 1967). At the end of this period, the repression of peasant rebellions (Mudinga, 2017) by independent states destroyed the spaces where this radicalism could be expressed (Hoffmann et al., 2018). These repressions prevented the populations’ armed mobilizations (Van Acker, 2018). This situation then gave way to reformism, in the 1990s and even more so in the 2000s (Lecocq & Klute, 2018). This reformism has taken the form of the development of a peasant discourse aimed not at questioning the legitimacy of the state but at accompanying it. The movement from radicalism to reformism took place in the context of an erosion of the Marxist theoretical framework which associated anti-colonial struggle and revolution – both of which are radical by nature (Balibar, 1993). It is then that a large part of the literature in peace and conflict studies began to focus more on the effects of modernizing policies on peasants – and much less on them as political actors. Even if they appear less structured (Ansoms, 2009), there have also been challenges to neoliberal policies, which are favorable to market forces, thus producing land grabbing or concentration in the hands of certain elites (Lavigne Delville, 2016).

As for “the exit out of violent conflicts,” in regions that have experienced protracted armed conflicts in Africa and Latin America, initiatives initially focused on the role of elites rather than on that of peasantries; then, efforts aimed at “locally (re-)building peace” emerged, taking the latter into account more prominently (Keen, 2012). Indeed, several studies have shown that conflicts and ethnic identities are strongly interwoven (Mudinga, 2017). In fact, the most active armed mobilizations have been observed among peasantries that managed to combine an ethnic discourse and the peasant identity (Nyenyezi Bisoka, 2019), while the shared peasant identity did not strengthen peace within these peasantries or prevent the crystallization of ethnicized intra- and inter-peasantry conflicts against a backdrop of community or personal interests.

All disciplines – economics, sociology, anthropology, law, geography, history, political science, and demography – can be called upon to deal with this topic and we invite authors to write article proposals and then contributions that focus on but are not limited to three thematic lines of inquiry:

Line of inquiry 1: epistemology, theory, and ethics in studies linking peasantries and conflicts

Linking peasantries and politics in debates on armed conflicts calls for implementing an epistemological decentering so as to propose theoretical and conceptual choices, considerations that go beyond a state-centered perspective and plead instead for a “situated reality.” This implies justifying the need to focus on the “margins” (peasants) and to move away from elite-centric approaches. As a result, it is the analyses of the relationships between these margins and political processes, at the local scales of daily life, which will be reinforced (Scott, 1998). This may also involve starting from concrete cases to provide precise theoretical elements regarding the peasantry, peasants, etc. (Peemans, 2002), but also proposing a debate on the ethical positioning that influences the conceptual choices in these studies (Shamamba et al., 2014). What is the peasantry as a political actor in the context of conflicts? How can the organic and political autonomy of the peasantry be assessed empirically in the face of a plurality of actors and situations? How are the dimensions of access and moral economy linked in various claims within the conflicts in which peasants are involved?

Line of inquiry 2: conflict modalities, relationships between actors, and impacts on peasantries

Thinking about the relationships between peasants and politics/policies, in contexts linked to armed conflicts, means defining the way in which these relationships are shaped by conflict modalities. They can be terrorism, civil wars, interstate conflicts (Kaldor, 2009), armed groups, vigilante groups, etc. In any case, it is interesting to see how forms of subjugation or agency are created for peasantries. This allows reexamining peasants’ political demands and their relationship to the state (Peemans, 2002). What is the relationship between armed conflicts and peasantries? To what extent do these conflicts affect peasants’ territories and ways of life? How do peasants interact with the actors in the conflict? How do these actions redefine the relationship between peasantries and the state? While many peasantries are now considered less often self-centered, how

do the relationships forged with external actors in different conflicts transform peasantries? For example, how does the bureaucratization of peacebuilding blur the boundaries of the peasantry from a pragmatic point of view?

Line of inquiry 3: peacebuilding interventions within/with peasantries

Peace and conflict studies constitute one of the most normative fields of research in the social sciences insofar as they have been developed according to a moral postulate that is favorable to peace (Boutros-Ghali, 1992), and they influence the interventions of international governmental and non-governmental organizations in Africa and Latin America. What place are peasantries really given in these interventions? What are the relationships between the practical methods to “take into account” peasantries and the operations led during these interventions? What are the relationships between local dynamics in peacebuilding operations and peasantries?

Submission details / Participation in Issue no. 255 (2024/2) of the RIED

The authors agree to read the [editorial policy](#) of the *Revue internationale des études du développement* and to comply with the [code of ethics](#) and the [Guidelines for Authors](#).

The selection process will take place according to the dates specified in the publication calendar below.

1. Submitting the proposal:

The proposals in French, English, or Spanish must present the paper in 4,000 characters (with spaces), or approximately one page. The file for the proposal must be entitled “AUTHOR’S SURNAME-Proposal-255,” and **must include**:

- a title (70 characters maximum, with the possibility of adding a subtitle);
- an abstract detailing the research question, the theoretical framework, the fieldwork, and the main results;
- some bibliographical references (not included in the character count);
- a second file entitled “AUTHOR’S SURNAME-255-info,” including the author’s first name and last name, their status, their institutional affiliation, and their email address.

The relevancy of the proposals with regard to this call for papers and their conformity to the journal guidelines will be verified by the journal editors and the editorial team and a preselection of the proposals will be made.

2. Submitting the paper:

The authors whose proposals have been selected will be invited to send a first draft of their article, which must absolutely follow the guidelines for Authors. The articles will then be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic.

The articles (45,000 characters with spaces, excluding the abstract and references) may be written in French, English, or Spanish. They must be original work. They may however have been presented at a conference (with proceedings), as long as they have been adapted to the format required by the *Revue internationale des études du développement*, but the author must not submit their paper to another journal simultaneously.

The references cited must be presented in APA format.

Publication calendar

The authors agree to comply with the calendar.

The proposals must be submitted by June 30th, 2023 to:

- aymar.nyenyebisoka@umons.ac.be
- mb.t75@mesrs.ml
- zakaria.sore@ujkz.bf
- Gillian.Mathys@ugent.be
- revdev@univ-paris1.fr

The authors preselected by the editors and the editorial committee will be notified by the editorial team the week of July 10th, 2023.

The first draft (V1), following the journal's guidelines for authors, must be submitted by the authors to the aforementioned email addresses by **September, 15th 2023**.

The evaluation process will take a few months; each – anonymous – article will be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic. Requesting a first version of the article does not constitute a commitment on the part of the journal to publish the aforementioned article, which must be approved by the editorial committee, following the different steps in the evaluation process; no. 255 is expected to be published in June 2024.

References

- Ansoms, A. (2009). Re-Engineering Rural Society: The Visions and Ambitions of the Rwandan Elite. *African Affairs*, 108(431), 289-309. <https://doi.org/10.1093/afraf/adp001>
- Baczko, A. & Dorronsoro, G. (2017). Pour une approche sociologique des guerres civiles. *Revue française de science politique*, 67, 309-327. <https://doi.org/10.3917/rfsp.672.0309>
- Balibar, É. (1993). V - L'objet d'Althusser. In Sylvain Lazarus (Ed.), *Politique et philosophie dans l'œuvre de Louis Althusser* (81-116). Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.lazar.1993.01.0081>
- Bahati Shamamba, D., Ansoms, A., Bisimwa Basengere, E., & Lebailly, P. (2021). L'agriculture familiale à l'épreuve de la concurrence foncière au Sud-Kivu. *Conjoncture de l'Afrique centrale*, 97 (Cahiers africains), 293-312.
- Brabant, J. & Nzweve J.-L. (2013). *La Houe, la Vache et le Fusil. Conflits liés à la transhumance en territoires de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC) : État des lieux et leçons tirées de l'expérience de LPI*. Life & Peace Institute.
- Boutros-Ghali, B. (1992). An Agenda for Peace. *International Relations*, 11(3), 201–218. <https://doi.org/10.1177/004711789201100302>
- Collier, P. (2009). *Wars, guns and votes. Democracy in dangerous places*. HarperCollins.
- Conca, K., & Wallace, J. (2009). Environment and Peacebuilding in War-torn Societies: Lessons from the UN Environment Programme's Experience with Postconflict Assessment. *Global Governance*, 15(4), 485–504. <http://www.ijstor.org/stable/27800777>
- Chauveau, J.-P. (2017). Les politiques de formalisation des droits coutumiers en Afrique rurale subsaharienne : une perspective historique. In *La formalisation des droits sur la terre : bilan des expériences et des réflexions. Regards sur le Foncier*, 2. AFD (49-66).
- Delgado Pugley, D. (2019). A Toxic Development: Pollution and Change in an Amazonian Oil Frontier. In Joseph, S. (Ed). *Commodity Frontiers and Global Capitalist Expansion. Palgrave Studies in Economic History*. Palgrave Macmillan, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-030-15322-9_9
- Devine, J. A., Ojeda, D., Yie G., & Soraya M. (2020). Formaciones actuales de lo campesino en América Latina: conceptualizaciones, sujetos/as políticos/as y territorios en disputa. *Antipoda. Revista de Antropología y Arqueología*, (40), 3-25. <https://doi.org/10.7440/antipoda40.2020.01>
- de Nanteuil, M., Mora Cortes, A. F., Ocampo Carvajal, A., & Coppens, Ph. (2020). *Colombia en la globalización. Proceso de paz, acuerdo comercial y las regulaciones de la economía global*. UCLouvain.
- Edelman, M. (2013). What is a peasant? What are peasantries? A briefing paper on issues of definition. *First session of the Intergovernmental Working Group on a United Nations Declaration on the Rights of Peasants and Other People Working in Rural Areas, Geneva, July* (5-19).
- FAO. (2022). Plus de 866 millions d'agriculteurs et paysans nourrissent le monde. *ONU Info*. <https://news.un.org/fr/story/2022/12/1130532>
- Hagberg S., Kibora O. L., Barry S., Cissao Y., Gnessi S., Kaboré A., Koné B., & Zongo M. (2019). Sécurité par le bas. Perceptions et perspectives citoyennes des défis de sécurité au Burkina Faso, *Uppsala Papers in Africa Studies* 5. Uppsala University.
- Hecker, T., Hermenau, K., Maedl, A., Hinkel, H., Schauer, M. & Elbert, T. (2013). Does Perpetrating Violence Damage Mental Health? Differences Between Forcibly Recruited and Voluntary Combatants in DR Congo. *Journal of Traumatic Stress*, 26. <https://doi.org/10.1002/jts.21770>
- Hoffmann, K., Vlassenroot, K., & Büscher, K. (2018). Competition, Patronage and Fragmentation: The Limits of Bottom-Up Approaches to Security Governance in Ituri. *Stability: International Journal of Security and Development*. <https://doi.org/10.5334/sta.578>

- Hüsken, T. (2019). Tribal politics in the borderland of Egypt and Libya. Palgrave Macmillan. <https://doi.org/10.1007/978-3-319-92342-0>
- Kaldor, M. (2012). *New and Old Wars: Organised Violence in a Global Era*. Polity.
- Keen, D. (2012). Greed and grievance in civil war. *International Affairs* (Royal Institute of International Affairs 1944-), 88(4), 757-777. <http://www.jstor.org/stable/23255617>
- Lavigne Delville, P. (2016). Introduction. In Lafay, M. (Ed.). *Regards scientifiques sur l'Afrique depuis les Indépendances* (368-376). Karthala. <https://doi.org/10.3917/kart.lafay.2016.01.0368>
- Lecocq, B., Klute, G. (2019). Tuareg Separatism in Mali and Niger. In de Vries, L., Englebert, P., Schomerus, M. (Eds). *Secessionism in African Politics. Palgrave Series in African Borderlands Studies*. Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1007/978-3-319-90206-7_2
- Lenway, S., Schuler, D., Marens, R., Werner, T., & Green, C. (2022). The Evolving Political Marketplace: Revisiting 60 Years of Theoretical Dominance Through a Review of Corporate Political Activity Scholarship in Business & Society and Major Management Journals. *Business & Society*, 61(5), 1416-1470. <https://doi.org/10.1177/00076503221084660>
- Lemarchand, R. (2009). *The Dynamics of Violence in Central Africa*. University of Pennsylvania Press. <http://www.jstor.org/stable/j.ctt3fj2cq>
- Lund, Ch. (2013). *Twilight Institutions: Public Authority and Local Politics in Africa*. Wiley-Blackwel.
- Mudinga, E. (2017). La création des espaces ingouvernables dans les luttes foncières: analyse de la résistance paysanne à l'accaparement des terres au Sud Kivu, RD. Congo. Thèse de doctorat, Université catholique de Louvain.
- Múnera Ruiz, L. & de Nanteuil, M. (Eds). (2015). *La vulnerabilidad del mundo. Democracias y violencias al tiempo de la globalización*. Universidad Nacional de Colombia.
- Nyenyenzi Bisoka A. (2019, September). *Rural materialism and peripheral rebels: Re-thinking peasantry and politics in conflict-areas in the African Great Lakes Region*. Centre of African Studies, St Antony's College, Oxford.
- Nyenyenzi Bisoka, A., Vlassenroot K, & Ramazani L. (2021). From Bioglegitimacy to Antihumanitarianism: Understanding People's Resistance to Ebola Responses in the Democratic Republic of the Congo. *Congo Research Briefs*.
- Ouédraogo, N.B. (2020). *Sociologie des violences contre l'État au Burkina Faso. Question nationale et identité*. L'Harmattan.
- Peemans, J.P. (2002). *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*. L'Harmattan.
- Poudiougou, I. & Zanoletti, G. (2020). Fabriquer l'identité à la pointe de la kalache. Violence et question foncière au Mali. *Revue internationale des études du développement*, 243, 37-65. <https://doi.org/10.3917/ried.243.0037>
- Reyntjens, F. (2009) *The Great African War: Congo and Regional Geopolitics, 1996-2006*. Cambridge University Press.
- Salama, P. (2016). Amérique latine, des années 1950 à aujourd'hui, mutations, essor et nouvelles dépendances. *Revue d'économie financière*, 124, 23-44. <https://doi.org/10.3917/ecofi.124.0023>
- Scott, J. (1990). *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*. Yale University Press.
- Scott, J. (1998). *Seeing Like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*. Yale University Press.
- Scott, T. (1985). Peasant revolts in early modern Germany. *The Historical Journal*, 28(2), 455-468. <http://www.jstor.org/stable/2639111>
- Soré, Z., Cote, M. & Zongo, B. (2021). Politiser le « vide sécuritaire » : à propos des groupes d'autodéfense koglweogo au Burkina Faso. *Politique africaine*, 163, 127-144. <https://doi.org/10.3917/polaf.163.0127>
- Starn, O. (1999). *Nightwatch. The politics of protest in the Andes*. Duke University Press. <https://doi.org/10.1215/9780822382782>
- Stearns, J. K. (2021). *The War That Doesn't Say Its Name: The Unending Conflict in the Congo*. Princeton University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1nwbr0n>
- Shaw, M. (2000). The Contemporary Mode of Warfare? Mary Kaldor's Theory of New Wars [Review of *New Wars; The End of Military Fordism; New and Old Wars: Organized Violence in a Global Era*, by M. Kaldor, Basker Vashee, U. Albrecht, & G. Schméder]. *Review of International Political Economy*, 7(1), 171-180. <http://www.jstor.org/stable/4177336>
- Van Acker, T. (2018). *From bullets to ballots and back? Arenas, actors and repertoires of power in post-war Burundi*, Ph.D Thesis. Universiteit Gent.
- Verweijen, J. (2015). From Autochthony to Violence? Discursive and Coercive Social Practices of the Mai-Mai in Fizi, Eastern DR Congo. *African Studies Review*, 58(3), 303-303. <https://10.1017/asr.2015.113>
- Veuillet, E. (2020). Le grain contre le bétail : la contestation d'un ordre socio-politique imposé: Relecture des conflits agropastoraux de la région de Mundri, au Soudan du Sud. *Revue internationale des études du développement*, 243, 89-113. <https://doi.org/10.3917/ried.243.0089>
- Vlassenroot, K. (2013, 22 novembre). The shaping and un-shaping of public authority in eastern DR Congo, *Oxford Central Africa Forum Lecture Series*, Nuffield College, Oxford.

Vlassenroot, K., Nyenyezi, A., Mudinga, E. M., & Muzalia, G. (2022). Producing democracy in armed violence settings: Elections and citizenship in Eastern DRC. *Journal of Civil Society*, 18(2), 165-182. <https://doi.org/10.1080/17448689.2022.2068626>

Vogel, Christoph N. (2022). *Conflict Minerals, Inc. War, Profit and White Saviourism in Eastern Congo*. Oxford Academic. <https://doi.org/10.1093/oso/9780197659649.001.0001>

Weiss, H. (1967). *Political Protest in the Congo*. Princeton University Press.

LLAMAMIENTO A CONTRIBUCIONES “Campesinados y conflictos violentos” *Revue internationale des études du développement* n° 255 (2024-2)

Coordinación del número

- Aymar Nyenyezi Bisoka, derecho, ciencias políticas y antropología social, profesor, Université de Mons, Bélgica
- Mahamadou Bassirou Tangara, economía, profesor, Université des sciences sociales et de gestion de Bamako, Mali
- Zakaria Soré, sociología, profesor, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso
- Gillian Mathys, historia, profesor, Universiteit Gent, Bélgica

Según la Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura, aproximadamente 866 millones de personas en el mundo trabajan en la agricultura (FAO, 2022). Estas representarían el 78% de la población rural mundial y están presentes, sobre todo, en los diferentes territorios del sur (África, sudeste asiático y América latina). Esta población produce más de 3 600 millones de dólares de valor anualmente. Sin embargo, con frecuencia, estas personas siguen siendo pobres, precarias y vulnerables. En efecto, sus modos de vida y sistemas de actividad permanecen muy dependientes de los recursos naturales (agua, bosques, tierra) cuyas dificultades de reproducción contribuyen a hacerlos más frágiles y menos resilientes. Igualmente, son los primeros en sufrir los cambios climáticos, la inseguridad en el acceso a la propiedad de la tierra, las depredaciones medioambientales y las desiguales reglas de los intercambios (Ansoms, 2009)

El conjunto de tales fenómenos contribuye a reforzar las conflictividades entre las comunidades y entre los grupos sociales que, a menudo, degeneran en conflictos violentos debido al debilitamiento o incumplimiento de las formas de regulación establecidas. Sin embargo, en el análisis de estos conflictos por la literatura, el campesinado es visto, con frecuencia, como una víctima – a veces, culpable pero instrumentalizado y, menos frecuentemente, como un actor de pleno derecho con agencidad propia (Nyenyezi Bisoka *et al.*, 2021).

En el marco de este llamamiento a contribuciones, deseamos abordar las relaciones entre campesinados y conflictos con toda la precisión de análisis y empirismo necesarios, explorando la pluralidad de los repertorios y las modalidades de acción para identificar los marcadores contextuales de las trayectorias de crisis violentas que las implican a diversos niveles y bajo diversas formas. Entendemos por conflicto violento toda forma de confrontación que moviliza una panoplia diversificada de armas y que ejerce un efecto desestructurador sobre los sistemas agrícolas, económicos y sociales instaurados, que persigue, en ocasiones, configurarlos de nuevo en beneficio de ciertos actores. Tales conflictos pueden ser internos a ciertos campesinados o situarse a su interfaz cuando estos últimos son instrumentalizados por actores externos. Otros pueden nacer y desarrollarse al exterior del ámbito rural antes de alcanzarlos. Estos conflictos violentos se sitúan, a menudo, en la confluencia de un conjunto de factores y procesos: dinámicas de poder ligadas al acceso a la tierra, cristalización de diferencias identitarias y etno-comunitarias y problemas de gobernanza.

Campesinados³ en el meollo de los conflictos: posicionamiento central pero ambivalente

A lo largo de las últimas décadas, la literatura sobre los conflictos violentos en los países del Sur ganó considerablemente en importancia. Refleja la forma en la que es percibida, categorizada y analizada la posición de los campesinados en las

³ El término de “campesinado” ha sido elegido debido a su carácter genérico y abarcador, sin exclusividad o especificidad de contexto agrícola, económico, social o político, ni tipología de actividad o de nivel de inserción mercantil.

ciencias sociales. Así, los discursos dominantes sobre estos fenómenos en África y América Latina han evolucionado con el tiempo, yendo del énfasis puesto sobre las violencias extremas (Verweijen, 2015; Múnera Ruiz & de Nanteuil, 2015) a las políticas de la identidad como motivo principal de la violencia (Lemarchand, 2009), pasando por el rol de las incitaciones económicas o por el de la “carrera a los recursos” (Collier, 2009; Verweijen, 2015). En la literatura africanista, los campesinados son frecuentemente presentados de manera estereotipada y unívoca: como víctimas impotentes de conflictos violentos que deben obtener ayuda a todo precio (Hecker *et al.*, 2013) o como cómplices oportunistas o ingenuos, frecuentemente manipulados por empresarios políticos locales o nacionales (Conca & Wallace, 2009). Incluso cuando el impacto de la violencia en los campesinados es analizado, estos son considerados, muchas veces, más como “figurantes” que como “actores” en toda regla, incluso aunque sean mayoritarios desde un punto de vista demográfico (Veuillet, 2020).

No obstante, el panorama difiere entre América Latina y el Caribe, donde estos mismos campesinados son claramente identificados desde el principio de los años 2000 como actores, particularmente, de las rebeliones y de los movimientos emancipadores/revolucionarios, a menudo, ligados a demandas de reforma agraria y, más recientemente, relacionados con las políticas medioambientales y de recursos naturales.

Postulamos que los campesinados no constituyen, en ningún lugar, una categoría o un grupo heterónimo. Se determinan de múltiples maneras, a través de una serie de reivindicaciones, movilizaciones, innovaciones y de un modo de vida particulares (Peemans, 2002; Scott, 1985). Un análisis minucioso de las “realidades situadas” histórica, política y geográficamente (Devine, Ojeda & Yie Garzon, 2020) debe poder mostrar que los campesinados son, *in fine*, actores dinámicos que crean conjuntamente los conflictos y participan, como protagonistas, a los diferentes procesos que originan y sufren al mismo tiempo. En el propio meollo de los conflictos armados, estos campesinados se organizan o, en ocasiones, son también movilizables para concebir y construir un sistema de seguridad propio (Starn, 1999; Vlassenroot *et al.*, 2022). Esta situación es perceptible, por ejemplo, en el desarrollo de la “vigilancia parapolicial” (Hagberg *et al.*, 2019; Poudiougou & Zanoletti, 2020; Soré *et al.*, 2021) de la que el campesinado resulta su base. A través de los grupos de “vigilancia parapolicial”, este último da respuesta a un orden político y de seguridad, con frecuencia, ineficiente e inadaptado.

Los conflictos rurales como confrontación de órdenes sociales, morales y políticos

Como reacción a los enfoques teóricos sobre los grupos y las movilizaciones armados (Martin, 2000; Lenway *et al.*, 2022; Vlassenroot, 2013), una nueva escuela de pensamiento elaboró una sociología de las contestaciones armadas. Según esta perspectiva, un conflicto armado debería considerarse como “la coexistencia en el mismo territorio nacional de órdenes sociales contrapuestos involucrados en una relación violenta” (Baczko & Dorronsoro, 2017: 18). Estos incluyen una “economía de la violencia”, un referente propio relativo a los capitales de los actores y de las instituciones adaptados al contexto en el que evolucionan estos últimos (Baczko & Dorronsoro, 2017). El territorio nacional es considerado como una coexistencia de diferentes arenas políticas con identidades, sistemas jurídicos y normativos y racionalidades diferentes (Brabant & Nzweve, 2013). En estas esferas, los grupos armados no estatales, las instituciones consuetudinarias, etc., se comportan como “autoridades públicas”. Reivindican un reconocimiento como actores políticos legítimos que negocien el poder y la autoridad (Lund, 2006; Hoffmann *et al.*, 2018). Estas relaciones son consideradas como relaciones de “heterarquía” (Hüsken, 2019), o sea, relaciones imbricadas en una multitud de jerarquías, ligadas por conexiones complejas con diversas agregaciones de actores y de relaciones. Sin embargo, estas investigaciones ignoran considerablemente la posición y el rol de los campesinados como actores políticos y actores de lo político, comprometidos directamente en la relación violenta en el territorio en cuestión o indirectamente a través del apoyo simbólico o real que aportan a uno u otro de los protagonistas. Para demostrarlo es necesario desplazar el foco sobre el punto de vista de los campesinos en el análisis de los conflictos.

También debe señalarse un sesgo frecuente en la literatura sobre los campesinados. En efecto, desde que los campesinos toman las armas, parece que, súbitamente, dejen de ser campesinos para convertirse, ipso facto, en miembros de grupos armados, con frecuencia considerados como movidos por “instintos identitarios” (Kaldor, 2009). En los escenarios africanos, el término “identitario” es utilizado, a menudo, como un atajo simplista para designar todo aquello que es etnizado, en función de una jerarquía del “bien nacer”, de temporalidades de ocupación o de identidades territorializadas más o menos instrumentalizadas. En cambio, en América Latina, la heterogeneidad de los campesinados recibe mucha más atención, y otras fracturas en la sociedad y en estos son analizados como germen de tensiones (Edelman, 2013). ¿Pero qué nos demuestran sobre su carácter político estas tensiones ligadas al carácter heterogéneo de los campesinos y a la existencia de grupos distintos y proteiformes dentro del “campesinado”?

Se tratará, por consiguiente, de analizar el rol de los campesinados en los conflictos desde el prisma de la confrontación de órdenes sociales, morales y políticos más allá de lecturas simplistas y esencialistas en términos de afiliaciones identitarias.

Matrices territorializadas comparadas de los conflictos en África y América Latina

Los conflictos dentro de/entre/con los campesinados tienen causalidades, manifestaciones, dinámicas y efectos multiformes. Así, en África subsahariana constatamos la agravación y expansión de conflictos comunitarios, con frecuencia antiguos, entre grupos socioprofesionales, especialmente ganaderos y agricultores, con un fortalecimiento de la violencia (Ouédraogo, 2020). La tierra y los recursos naturales forman parte, a menudo, de la lista de causas mayores o influyentes de los conflictos (Chauveau, 2017). En ciertas zonas del Sahel sudanés, los conflictos armados tienen también consecuencias dramáticas sobre los desplazamientos forzados de las poblaciones. En la región de los Grandes Lagos, los desafíos económicos (agrícolas y mineros) y geopolíticos parecen incluso alimentar una espiral de conflictividades y de conflictos armados difícilmente controlables (Reyntjens, 2009; Vogel, 2023).

En lo que se refiere a América Latina, más allá de los conflictos armados, la literatura abordó de manera muy importante los movimientos campesinos y las dinámicas de contestaciones plurales. Estas pretenden un orden y una agenda neoliberal de modernización, en particular, del sector minero, forestal o rural. A menudo, son los pueblos autóctonos apoyados por las ONG los que hicieron la crítica más radical en la encrucijada de los procesos de privatización, extractivismo y desarrollismo (Delgado, 2015). Además, estos campesinados movilizados han experimentado, igualmente, evoluciones en términos de organización debido a una conexión creciente en el mercado globalizado (Salama, 2016). Más allá de las luchas contra la apropiación de las tierras, el agronegocio, los movimientos campesinos luchan también contra la destrucción territorial de su modo de vida (de Nanteuil et al., 2020). Estas reivindicaciones revelan divergencias tanto en lo que concierne a la gestión del acceso y del control de los recursos como en relación con el contenido de la economía moral (Scott, 1990).

En lo relativo a África, el análisis de las relaciones entre campesinados y conflictos ha evolucionado con el tiempo. En los años 1960 y 1970, los artículos tratan de revoluciones y revueltas campesinas y se acuña el concepto de “radicalismo rural” (Weiss, 1967). Desde el final de este periodo, la represión de las rebeliones campesinas (Mudinga, 2017) por los Estados independientes destruye los espacios donde este radicalismo podía expresarse (Hoffmann et al., 2018). Estas represiones impiden las movilizaciones armadas de la población (Van Acker, 2018). Esta situación deja lugar, a continuación, al reformismo a partir de los años 1990 y de forma todavía más acentuada en los años 2000 (Lecocq & Klute, 2018). Este reformismo toma la forma del desarrollo de un discurso campesino orientado, más que a cuestionar la legitimidad del Estado, a acompañarlo. Esta transición del radicalismo al reformismo se produce en un contexto de desmoronamiento de la teoría marxista que asociaba lucha anticolonial y revolución, siendo ambas, por su propia naturaleza, radicales (Balibar, 1993). Es a partir de este periodo que una gran parte de la literatura de la disciplina de *peace and conflict studies* empezó a interesarse más a los efectos de las políticas modernizadoras sobre los campesinos – y mucho menos a la cuestión del campesinado como actor político. Asimismo, es posible observar contestaciones de las políticas neoliberales, favorables a las lógicas de mercado, productoras de acaparamiento o de concertación de tierras por ciertas élites (Lavigne Delville, 2016), incluso si aquellas se presentan menos estructuradas (Ansoms, 2009).

Con respecto a las “salidas de conflicto” violento en las regiones que sufrieron conflictos armados prolongados en África y en América Latina, las iniciativas se focalizaron más, inicialmente, en el rol de las élites que en el de los campesinos. Posteriormente, emergen esfuerzos dirigidos a “(re)construir localmente la paz” en los que los campesinos son tomados en consideración de forma más importante (Keen, 2012). En efecto, varios estudios mostraron una importante imbricación entre conflictos e identidades étnicas (Mudinga, 2017). De hecho, las movilizaciones armadas más activas fueron observadas entre los campesinados que consiguieron articular discurso étnico e identidad campesina (Nyenyenzi Bisoka, 2019), sin que, por ello, esta identidad campesina compartida no refuerce la paz en los campesinados o no impida la cristalización de conflictos, dentro de estos y entre ellos, etnizados bajo argumentos de lógicas de intereses comunitarios o personales.

Todas las disciplinas – economía, sociología, antropología, derecho, geografía, historia, ciencia política y demografía – podrán abordar esta temática. Solicitamos a autoras y autores a redactar, de forma no exclusiva, su propuesta de artículo y contribución a través de tres enfoques temáticos:

Enfoque 1: Epistemología, teoría y ética en los estudios que vinculan los campesinados y los conflictos

Vincular campesinados y política en los debates sobre los conflictos armados significa, sobre todo, descentrar epistemológicamente para proponer elecciones teóricas y conceptuales, consideraciones que van más allá de una

perspectiva centrada en el Estado y alegando en su lugar una “realidad situada”. Ello implica justificar la necesidad de concentrarse en los “márgenes” (campesinos) y alejarse de los planteamientos centrados en las élites. Como consecuencia, son los análisis de las relaciones entre tales márgenes y los procesos políticos, a escala local de la vida cotidiana, que saldrán reforzados (Scott, 1998). Ello también puede implicar basarse en casos concretos para precisar los elementos teóricos de campesinado, campesino, etc. (Peemans, 2002), pero igualmente para proponer un debate sobre los posicionamientos éticos que influyen en las elecciones conceptuales en tales estudios (Shamamba *et al.*, 2014). ¿Qué representa el campesinado como actor político en un contexto de conflicto? ¿Qué permite juzgar empíricamente una autonomía orgánica y política del campesinado frente a la pluralidad de actores y de situaciones? ¿Cómo se articulan las dimensiones de acceso y de economía moral en diversas reivindicaciones en el seno de los conflictos en los cuales los campesinos están implicados?

Enfoque 2: Modalidades de conflictividad, relaciones entre actores e impactos sobre los campesinados

Concebir las relaciones entre los campesinados y la política/los políticos en contextos ligados a conflictos armados es definir la manera en la que las relaciones son conformadas por las modalidades de conflictividad. Puede tratarse del terrorismo, de las guerras civiles, de los conflictos entre Estados (Kaldor, 2012), de grupos armados, de grupos de autodefensa, etc. En todos los casos, resulta interesante ver cómo se fraguan las formas de servidumbre o de *agency* por los campesinos. Esto ofrece la posibilidad de retomar las reivindicaciones políticas de los campesinos y de su relación con el Estado (Peemans, 2002). ¿Cuáles son las relaciones entre conflictos armados y campesinados? ¿En qué medida tales conflictos afectan a los territorios y a los modos de vida de los campesinos? ¿Cómo interactúan estos con los actores en conflicto? ¿Cómo tales acciones redefinen la relación entre campesinados y Estado? Mientras que numerosos campesinados son actualmente menos considerados como centrados sobre sí mismo, ¿cómo se transforman las relaciones creadas con los actores exteriores en los diferentes conflictos? Por ejemplo, ¿cómo la burocratización del *peacebuilding* difumina las fronteras del campesinado desde un punto de vista pragmático?

Enfoque 3: Las intervenciones de pacificación en/con los campesinados

Los *peace and conflicts studies* constituyen uno de los campos de investigación más normativos de las ciencias sociales en la medida en que estos estudios son concebidos en función de un postulado moral favorable a la paz (Boutros-Ghali, 1992) e influyen las intervenciones de organizaciones internacionales gubernamentales y no gubernamentales tanto en África como en América Latina. ¿Qué espacio es dedicado realmente a los campesinados en estas intervenciones? ¿Cuáles son las relaciones entre modalidades prácticas de “consideración” de los campesinados y de la funcionalidad de las intervenciones? ¿Cuáles son las relaciones entre las dinámicas locales en las operaciones de *peace building* y los campesinados?

Modalidades de presentación de las proposiciones / Participación al Dossier del n°255 (2024/2) de la Revista

Los autores se comprometen a consultar la [línea editorial](#) de la *Revue internationale des études du développement* y a cumplir con la [carta ética](#) y [las recomendaciones a los autores](#).

El proceso de selección se desarrolla como sigue, según las fechas indicadas en el siguiente calendario de producción:

1-Envío de la propuesta de contribuciones

Las propuestas de contribuciones, en francés, inglés o español, presentan el proyecto de artículo en más o menos 4.000caracteres (con espacios), equivalentes a unas 500palabras o una página.

La propuesta, cuyo dossier se llama “NOMBRE DEL AUTOR-Propuesta-255”, incluye:

-El título de 70 caracteres máximo (con la posibilidad de agregar un subtítulo)

-Un resumen del artículo que detalle el tema de la investigación, su marco teórico, el terreno estudiado y sus principales resultados

-Referencias bibliográficas (no incluidas en el total de los caracteres autorizados)

-Un fichero adjunto llamado "NOMBRE DEL AUTOR-Infos-255" incluyendo los nombres y apellidos de los autores, sus estatuto y pertenencia institucional, así como su dirección de correo electrónico.

Los coordinadores y los editores de la revista comprueban la idoneidad de la propuesta para la convocatoria y realizan una preselección.

2-Envío del artículo

Se invita los autores cuya propuesta de contribución fue preseleccionada a enviar una primera versión de su artículo que debe imperativamente corresponder a las normas indicadas anteriormente. Los artículos se someten entonces a una lectura doble ciego de dos evaluadores, especialistas y ajenos a la revista.

Los artículos (de 45000 caracteres máximo, espacios incluidos, pero sin resumen y bibliografía) podrán ser redactados en francés, inglés o español y deben ser originales. Sin embargo, podrán haber sido objetos de comunicaciones en coloquios (con actas), bajo la condición de ser adaptados a las normas exigidas por la *Revue internationale des études du développement*.

Las referencias citadas deben presentarse en formato APA.

Calendario de producción

Las propuestas de artículos deberán ser enviadas antes del 30 de Junio 2023 a:

- aymar.nyenezibisoka@umons.ac.be
- mb.t75@mesrs.ml
- zakaria.sore@ujkz.bf
- Gillian.Mathys@ugent.be
- revdev@univ-paris1.fr

-Las o los autores preseleccionados por las coordinadoras y el comité de redacción recibirán una respuesta por parte del equipo de la revista la semana del 10 de Julio 2023.

-Las primeras versiones de los artículos, en conformidad a las normas de la revista, deberán ser enviadas por los autores a las direcciones de correo citadas antes del 15 de Septiembre 2023.

-El proceso de evaluación durará unos meses. Cada artículo –anonimizado– será sometido a un mecanismo de evaluación de doble ciego por lectores, expertos externos a la revista, sobre el tema tratado, y el lanzamiento del número está previsto para Juno 2024.

Referencias citadas

Ansoms, A. (2009). Re-Engineering Rural Society: The Visions and Ambitions of the Rwandan Elite. *African Affairs*, 108(431), 289-309. <https://doi.org/10.1093/afraf/adp001>

Baczko, A. & Dorronsoro, G. (2017). Pour une approche sociologique des guerres civiles. *Revue française de science politique*, 67, 309-327. <https://doi.org/10.3917/rfsp.672.0309>

Balibar, É. (1993). V - L'objet d'Althusser. In Sylvain Lazarus (Ed.), *Politique et philosophie dans l'œuvre de Louis Althusser* (81-116). Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.lazar.1993.01.0081>

Bahati Shamamba, D., Ansoms, A., Bisimwa Basengere, E., & Lebailly, P. (2021). L'agriculture familiale à l'épreuve de la concurrence foncière au Sud-Kivu. *Conjoncture de l'Afrique centrale*, 97 (Cahiers africains), 293-312.

Brabant, J. & Nzweve J.-L. (2013). *La Houe, la Vache et le Fusil. Conflits liés à la transhumance en territoires de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC) : État des lieux et leçons tirées de l'expérience de LPI*. Life & Peace Institute.

Boutros-Ghali, B. (1992). An Agenda for Peace. *International Relations*, 11(3), 201-218. <https://doi.org/10.1177/004711789201100302>

Collier, P. (2009). *Wars, guns and votes. Democracy in dangerous places*. HarperCollins.

- Conca, K., & Wallace, J. (2009). Environment and Peacebuilding in War-torn Societies: Lessons from the UN Environment Programme's Experience with Postconflict Assessment. *Global Governance*, 15(4), 485–504. <http://www.jstor.org/stable/27800777>
- Chauveau, J-P. (2017). Les politiques de formalisation des droits coutumiers en Afrique rurale subsaharienne : une perspective historique. In *La formalisation des droits sur la terre : bilan des expériences et des réflexions. Regards sur le Foncier*, 2. AFD (49-66).
- Delgado Pugley, D. (2019). A Toxic Development: Pollution and Change in an Amazonian Oil Frontier. In Joseph, S. (Ed). *Commodity Frontiers and Global Capitalist Expansion. Palgrave Studies in Economic History*. Palgrave Macmillan, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-030-15322-9_9
- Devine, J. A., Ojeda, D., Yie G., & Soraya M. (2020). Formaciones actuales de lo campesino en América Latina: conceptualizaciones, sujetos/as políticos/as y territorios en disputa. *Antipoda. Revista de Antropología y Arqueología*, (40), 3-25. <https://doi.org/10.7440/antipoda40.2020.01>
- de Nanteuil, M., Mora Cortes, A. F., Ocampo Carvajal, A., & Coppens, Ph. (2020). *Colombia en la globalización. Proceso de paz, acuerdo comercial y las regulaciones de la economía global*. UCLouvain.
- Edelman, M. (2013). What is a peasant? What are peasantries? A briefing paper on issues of definition. *First session of the Intergovernmental Working Group on a United Nations Declaration on the Rights of Peasants and Other People Working in Rural Areas, Geneva, July (5-19)*.
- FAO. (2022). Plus de 866 millions d'agriculteurs et paysans nourrissent le monde. *ONU Info*. <https://news.un.org/fr/story/2022/12/1130532>
- Hagberg S., Kibora O. L., Barry S., Cissao Y., Gnessi S., Kaboré A., Koné B, & Zongo M. (2019). Sécurité par le bas. Perceptions et perspectives citoyennes des défis de sécurité au Burkina Faso, *Uppsala Papers in Africa Studies* 5. Uppsala University.
- Hecker, T., Hermenau, K., Maedl, A., Hinkel, H., Schauer, M. & Elbert, T. (2013). Does Perpetrating Violence Damage Mental Health? Differences Between Forcibly Recruited and Voluntary Combatants in DR Congo. *Journal of Traumatic Stress*, 26. <https://doi.org/10.1002/jts.21770>
- Hoffmann, K., Vlassenroot, K., & Büscher, K. (2018). Competition, Patronage and Fragmentation: The Limits of Bottom-Up Approaches to Security Governance in Ituri. *Stability: International Journal of Security and Development*. <https://doi.org/10.5334/sta.578>
- Hüsken, T. (2019). Tribal politics in the borderland of Egypt and Libya. Palgrave Macmillan. <https://doi.org/10.1007/978-3-319-92342-0>
- Kaldor, M. (2012). *New and Old Wars: Organised Violence in a Global Era*. Polity.
- Keen, D. (2012). Greed and grievance in civil war. *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)*, 88(4), 757-777. <http://www.jstor.org/stable/23255617>
- Lavigne Delville, P. (2016). Introduction. In Lafay, M. (Ed.). *Regards scientifiques sur l'Afrique depuis les Indépendances* (368-376). Karthala. <https://doi.org/10.3917/kart.lafay.2016.01.0368>
- Lecocq, B., Klute, G. (2019). Tuareg Separatism in Mali and Niger. In de Vries, L., Englebort, P., Schomerus, M. (Eds). *Secessionism in African Politics. Palgrave Series in African Borderlands Studies*. Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1007/978-3-319-90206-7_2
- Lenway, S., Schuler, D., Marens, R., Werner, T., & Green, C. (2022). The Evolving Political Marketplace: Revisiting 60 Years of Theoretical Dominance Through a Review of Corporate Political Activity Scholarship in Business & Society and Major Management Journals. *Business & Society*, 61(5), 1416-1470. <https://doi.org/10.1177/00076503221084660>
- Lemarchand, R. (2009). *The Dynamics of Violence in Central Africa*. University of Pennsylvania Press. <http://www.jstor.org/stable/j.ctt3fj2cq>
- Lund, Ch. (2013). *Twilight Institutions: Public Authority and Local Politics in Africa*. Wiley-Blackwel.
- Mudinga, E. (2017). La création des espaces ingouvernables dans les luttes foncières: analyse de la résistance paysanne à l'accaparement des terres au Sud Kivu, RD. Congo. Thèse de doctorat, Université catholique de Louvain.
- Múnera Ruiz, L. & de Nanteuil, M. (Eds). (2015). *La vulnerabilidad del mundo. Democracias y violencias al tiempo de la globalización*. Universidad Nacional de Colombia.
- Nyenyenzi Bisoka A. (2019, September). *Rural materialism and peripheral rebels: Re-thinking peasantry and politics in conflict-areas in the African Great Lakes Region*. Centre of African Studies, St Antony's College, Oxford.
- Nyenyenzi Bisoka, A., Vlassenroot K, & Ramazani L. (2021). From Bolegitimacy to Antihumanitarianism: Understanding People's Resistance to Ebola Responses in the Democratic Republic of the Congo. *Congo Research Briefs*.
- Ouédraogo, N.B. (2020). *Sociologie des violences contre l'État au Burkina Faso. Question nationale et identité*. L'Harmattan.
- Peemans, J.P. (2002). *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*. L'Harmattan.

- Poudiougou, I. & Zanoletti, G. (2020). Fabriquer l'identité à la pointe de la kalache. Violence et question foncière au Mali. *Revue internationale des études du développement*, 243, 37-65. <https://doi.org/10.3917/ried.243.0037>
- Reyntjens, F. (2009) *The Great African War: Congo and Regional Geopolitics, 1996-2006*. Cambridge University Press.
- Salama, P. (2016). Amérique latine, des années 1950 à aujourd'hui, mutations, essor et nouvelles dépendances. *Revue d'économie financière*, 124, 23-44. <https://doi.org/10.3917/ecofi.124.0023>
- Scott, J. (1990). *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*. Yale University Press.
- Scott, J. (1998). *Seeing Like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*. Yale University Press.
- Scott, T. (1985). Peasant revolts in early modern Germany. *The Historical Journal*, 28(2), 455-468. <http://www.jstor.org/stable/2639111>
- Soré, Z., Cote, M. & Zongo, B. (2021). Politiser le « vide sécuritaire » : à propos des groupes d'autodéfense kog/weogo au Burkina Faso. *Politique africaine*, 163, 127-144. <https://doi.org/10.3917/polaf.163.0127>
- Starn, O. (1999). *Nightwatch. The politics of protest in the Andes*. Duke University Press. <https://doi.org/10.1215/9780822382782>
- Stearns, J. K. (2021). *The War That Doesn't Say Its Name: The Unending Conflict in the Congo*. Princeton University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1nwbr0n>
- Shaw, M. (2000). The Contemporary Mode of Warfare? Mary Kaldor's Theory of New Wars [Review of *New Wars; The End of Military Fordism; New and Old Wars: Organized Violence in a Global Era*, by M. Kaldor, Basker Vashee, U. Albrecht, & G. Schméder]. *Review of International Political Economy*, 7(1), 171-180. <http://www.jstor.org/stable/4177336>
- Van Acker, T. (2018). *From bullets to ballots and back? Arenas, actors and repertoires of power in post-war Burundi*, Ph.D Thesis. Universiteit Gent.
- Verweijen, J. (2015). From Autochthony to Violence? Discursive and Coercive Social Practices of the Mai-Mai in Fizi, Eastern DR Congo. *African Studies Review*, 58(3), 303-303. <https://10.1017/asr.2015.113>
- Veuillet, E. (2020). Le grain contre le bétail : la contestation d'un ordre socio-politique imposé: Relecture des conflits agropastoraux de la région de Mundri, au Soudan du Sud. *Revue internationale des études du développement*, 243, 89-113. <https://doi.org/10.3917/ried.243.0089>
- Vlassenroot, K. (2013, 22 novembre). The shaping and un-shaping of public authority in eastern DR Congo, *Oxford Central Africa Forum Lecture Series*, Nuffield College, Oxford.
- Vlassenroot, K., Nyenyezi, A., Mudinga, E. M., & Muzalia, G. (2022). Producing democracy in armed violence settings: Elections and citizenship in Eastern DRC. *Journal of Civil Society*, 18(2), 165-182. <https://doi.org/10.1080/17448689.2022.2068626>
- Vogel, Christoph N. (2022). *Conflict Minerals, Inc. War, Profit and White Saviourism in Eastern Congo*. Oxford Academic. <https://doi.org/10.1093/oso/9780197659649.001.0001>
- Weiss, H. (1967). *Political Protest in the Congo*. Princeton University Press.